

## Zoom sur ...

**... l'Initiative de suspension du service de la dette pour les pays les plus pauvres du G20 et du Club de Paris**

Les ministres des Finances du G20 et les créanciers du Club de Paris se sont accordés le 15 avril 2020 sur une suspension temporaire du service de la dette pour les pays les plus pauvres. Pour rappel, cette initiative fait écho à la [demande formulée le 19 mars par les ministres africains des Finances, sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies](#), puis [reprise par la Banque mondiale et le FMI](#).

L'objectif de cette initiative est d'aider ces pays à faire face économiquement aux conséquences de la pandémie du COVID-19, notamment en leur permettant d'utiliser l'espace budgétaire créé pour augmenter les dépenses sociales, sanitaires ou économiques en réponse à la crise.

**En Afrique de l'Ouest (hors Nigéria et Ghana), à la date du 24 avril 2020, on enregistre 4481 cas confirmés, contre 3106 une semaine auparavant.** En outre, sur ces cas confirmés, on note 132 décès et 1666 guérisons. Les pays les plus touchés demeurent le Niger avec 671 cas (+62), la Guinée avec 862 cas (+424), et la Côte d'Ivoire avec 1004 cas (+316).

Pays	Cas confirmés	Guérisons	Décès
Bénin	54	27	1
Burkina Faso	616	410	41
Cap-Vert	82	1	1
Côte d'Ivoire	1004	359	14
Gambie	10	6	1
Guinée	862	170	6
Guinée-Bissau	50	3	0
Libéria	101	20	8
Mali	309	77	21
Mauritanie	7	6	1
Niger	671	256	24
Sénégal	545	262	6
Sierra Leone	82	10	2
Togo	88	59	6
<b>Total</b>	<b>4481</b>	<b>1666</b>	<b>132</b>

**❖ Une initiative qui revêt un caractère inédit**

Tous les créanciers publics bilatéraux participeront à l'initiative, dont la France, les Etats-Unis, la Chine et la Russie. Cet accord est historique dans la mesure où **c'est la première fois qu'un panel aussi large de créanciers s'entend sur une telle mesure**, qui pourrait bénéficier immédiatement à **plus de 76 pays dans le monde**. Les

créanciers privés ont été appelés à y participer selon des termes comparables, tandis que les créanciers multilatéraux devraient aussi y participer. A ce propos, le [Fonds monétaire international avait approuvé deux jours auparavant un allègement immédiat du service de la dette pour 25 pays au titre du fonds fiduciaire réaménagé d'assistance et de riposte aux catastrophes](#). Par ce mécanisme, les pays bénéficiaires recevront des dons qui couvriront leurs obligations envers le FMI pour une phase initiale de six mois.

**La France, à travers son Ministre de l'Économie et des Finances, a été en première ligne pour promouvoir cette initiative au sein du Club de Paris et du G20.** [Le Président Emmanuel Macron avait d'ailleurs, dans une interview diffusée le 15 avril sur RFI](#), appelé de ses vœux le succès de cette initiative, soulignant au passage que la France avait misé tout son « capital politique » à cette fin.

**❖ Une suspension du service de la dette sur les 8 derniers mois de l'année et une restructuration des paiements concernés sur 4 ans.**

L'accès à l'Initiative est subordonné à une demande officielle de suspension du service de la dette auprès des créanciers. Il convient de souligner que pour les pays concernés, **ce moratoire concerne précisément le service de la dette extérieure bilatérale**. La période de suspension débutera le 1<sup>er</sup> mai jusqu'à fin 2020 et concerne tous les paiements au titre des intérêts et des remboursements du capital. L'apurement des paiements concernés se fera sur période de 3 ans, avec un délai de grâce d'un an, soit par rééchelonnement, soit par refinancement. En outre, la question d'une éventuelle prolongation sera examinée d'ici la fin de l'année.

**❖ Une initiative dont pourrait bénéficier 43 pays africains, dont tous les pays d'Afrique de l'Ouest**

Cette initiative constitue une réponse accommodante à la demande formulée par les Ministres africains des Finances, même si tous les pays du continent ne sont pas concernés en raison des critères d'éligibilité. En effet, le champ d'application des pays bénéficiaires comprend (i) **tous les pays éligibles aux financements de l'Association internationale du développement** (une institution de la Banque Mondiale) et (ii) **tous les pays les moins avancés tels que définis par les Nations unies**. Ainsi, l'initiative pourrait bénéficier à 43 pays africains (sur les 54 que compte le continent), dont tous les pays d'Afrique de l'ouest.

❖ **Le moratoire pourrait aider bon nombre de pays ouest africains**

Dans les pays d'Afrique de l'Ouest, hors Nigéria, Ghana et Guinée-Bissau, le service de la dette totale (extérieure et intérieure) est principalement constitué de celui de la dette intérieure à 61%, contre 39% pour le service de la dette extérieure. **Le service de la dette totale représente une part significative de leurs recettes domestiques, avec une proportion variant entre 28% et 80%.** Ainsi, même s'il est assez difficile d'obtenir pour l'instant des données assez précises sur les montants concernés par le moratoire, l'initiative devrait constituer une bouffée d'air pour la plupart des pays de la sous-région.

❖ **Une décision appréciée différemment par certaines autorités ouest-africaines**

L'annonce de l'Initiative a été saluée par [le Président sénégalais Macky Sall qui invite parallèlement les créanciers à faire plus, en procédant à une annulation des dettes des pays africains](#). Cependant, pour [le ministre de l'Economie et des Finances du Bénin, Romuald Wadagni, « un allègement de la dette ou un moratoire pour le paiement des échéances ternira davantage l'image des États et compromettra leur accès aux financements futurs »](#), ce qui influera négativement sur la perception de la qualité de crédit des Etats africains et les exposerait à des sanctions ultérieures inévitables de la part des marchés.

## ACTUALITE REGIONALE

### **Les envois de fonds des migrants vers l'Afrique subsaharienne devraient chuter d'environ 23 % en 2020 selon la Banque mondiale**

Plombés par la crise économique induite par la pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement, les envois de fonds des migrants dans le monde devraient chuter d'environ 20 % en 2020, [selon le dernier rapport de la Banque mondiale publié le 22 avril](#). Les remises migratoires vers les pays à revenu faible et intermédiaire devraient chuter de 19,7%, à 445 Mds USD. Les envois vers l'Afrique subsaharienne devraient même se contracter de 23,1%, à 37 Mds USD en 2020 contre 48 Mds USD en 2019. Ce déclin attendu est le plus brusque de l'histoire récente. Il est essentiellement imputable à un fléchissement des salaires et de l'emploi des travailleurs migrants, souvent particulièrement exposés aux pertes de revenu et d'emploi en cas de crise économique dans leur pays d'accueil. Pour rappel, les envois de fond constituent une manne importante pour certains pays d'Afrique de l'Ouest, notamment la Gambie (15,5% de son PIB en 2019), le Cap-Vert (11,7%), le Sénégal (10,5%), la Guinée Bissau (9,4%), le Libéria (9,4%) ou encore le Togo (8,3%) – tous les six dans le top 10 des pays bénéficiaires en terme de fonds rapportés à leur PIB.

### **128,7 M USD supplémentaires de la BID pour 5 pays d'Afrique de l'Ouest pour la lutte contre la pandémie de COVID-19**

[La Banque islamique de développement a détaillé, le 17 avril, l'allocation de 444,5 M USD à certains ses pays membres](#) pour les accompagner dans la lutte contre le Coronavirus. En Afrique de l'Ouest, on compte parmi les pays bénéficiaires : le Bénin (20 M USD), la Guinée-Bissau (15 M USD), le Mali (22,5 M USD), la Côte d'Ivoire (46,2 M USD) et la Sierra Leone (25 M USD). Pour rappel, l'institution financière avait déjà annoncé, le 7 avril, [une aide de 162 M USD au Sénégal et de 20 M USD à la Guinée](#). Le 11 avril, [une aide de 33 M USD avait également été annoncée en faveur de la Mauritanie](#). Au total, la BID prévoit le décaissement de 2,3 Mds USD destinés à la lutte contre la pandémie.

### **L'initiative « COVID-19 : la santé en commun » de AFD finance ses premiers projets en Afrique pour un montant de 12 M EUR**

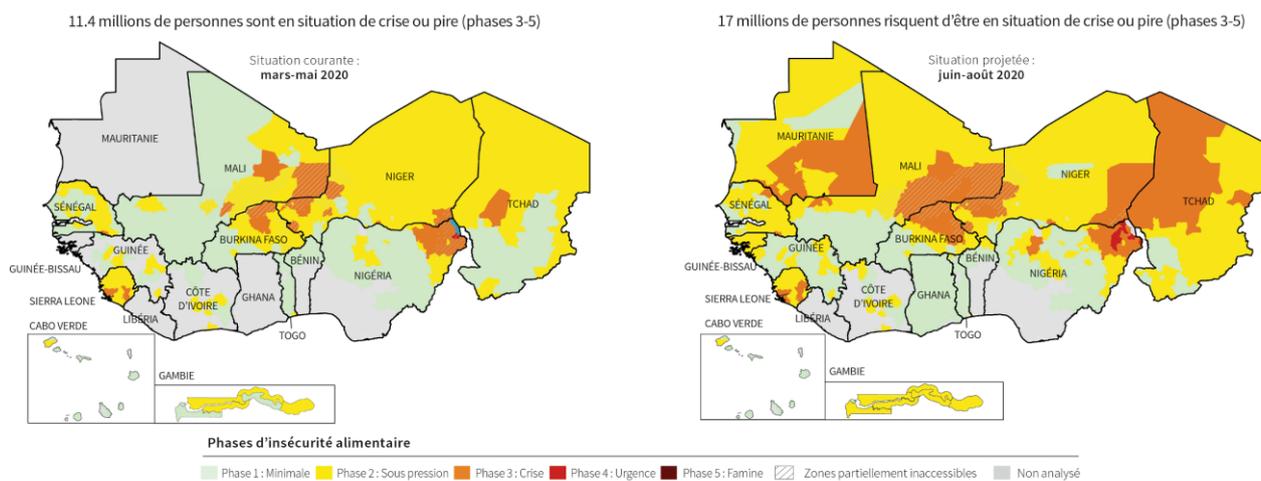
Dans le cadre de l'initiative « COVID-19 - Santé en commun » lancée le 9 avril dernier, [l'Agence française de développement \(AFD\) annonce le financement de six nouveaux projets pour soutenir 16 pays africains](#) dans leur lutte contre la pandémie, d'un montant total de 12 M EUR. Concernant les pays d'Afrique de l'Ouest : (i) le Projet d'appui à la recherche-action sur la pandémie et à la définition de la riposte africaine (2,2 M EUR) est mis en œuvre avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD) dans 6 pays, notamment au Bénin, en Guinée et au Sénégal ; (ii) un appui aux Instituts Pasteur en Afrique pour le dépistage rapide du COVID-19 (2 M EUR) sera fourni dans 5 pays, dont le Niger, le Sénégal et la Guinée ; (iii) le Projet de renforcement des capacités de diagnostic (1,5 M EUR) sera déployé avec la Fondation Mérieux dans 7 pays ouest-africains

(Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Togo) ; (iv) le projet de Renforcement des capacités de réponse des ministères de la Santé en Afrique à la pandémie (2 M EUR) bénéficiera à 5 pays, dont le Sénégal et le Burkina Faso, avec le soutien de l'ONG The Alliance for International Medical Action.

### La France alloue 15 M EUR au Programme alimentaire mondial, qui s'inquiète du doublement des personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le monde d'ici fin 2020

Selon les projections du Programme alimentaire mondial des Nations unies ([PAM](#)) publiée le 20 avril, le nombre de personnes souffrant sévèrement de la faim pourrait doubler en raison de la pandémie de COVID-19, atteignant alors 265 millions dans le monde d'ici la fin de 2020. Il s'agit du chiffre le plus élevé depuis quatre ans qu'existe [le rapport annuel du PAM sur les crises alimentaires dans le monde](#). L'inquiétude est particulièrement importante pour les habitants des régions en conflit, notamment dans la bande sahélienne. Pour rappel, en début de mois, le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) estimait à 11,4 millions le nombre de personnes ayant actuellement besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest (Nigéria, Tchad et Cameroun inclus), dont 1,4 million de personnes au Niger et 1,2 million de personnes au Burkina Faso. Ces chiffres sont en augmentation de 20% par rapport à la dernière analyse du RPCA effectuée en novembre 2019 et pourraient s'aggraver à l'approche de la période de soudure, en juin-août 2020, jusqu'à 17 millions de personnes. Dans ce contexte, [la France a annoncé le 20 avril une contribution à hauteur de 15 M EUR](#) en soutien au PAM, à destination de 24 pays. Ce montant est en hausse de 30% par rapport à l'année précédente. Il a été annoncé en amont de son calendrier habituel. Au total, 44% de cette contribution sont destinés aux pays de l'Afrique de l'Ouest.

#### SAHEL ET AFRIQUE DE L'OUEST : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



Source : Analyses du Cadre harmonisé, concertation régionale, Niamey, Niger, mars 2020 © 2020. Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), cartes réalisées par CILSS/AGRHYMET [www.food-security.net](http://www.food-security.net)

### La BCEAO annonce la création de « Bons Covid-19 » pour accompagner ses Etats membres dans la lutte contre le Coronavirus

Dans le cadre de la mise en œuvre des mesures prises par la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en vue de contrer les impacts négatifs de la pandémie de COVID-19, la Banque centrale a décidé d'accompagner les Etats membres dans l'émission de [bons du Trésor sur le marché financier régional, dénommés « Bons Covid-19 »](#), d'une maturité de 3 mois. Ils serviront à faire face aux dépenses immédiates liées à la lutte contre la pandémie. La BCEAO, avec le concours de l'Agence UMOA-Titres, procédera à la structuration et à la programmation de ces émissions. A cet effet, un guichet spécial de refinancement est ouvert par la BCEAO pour permettre aux banques de refinancer ces bons. Celles-ci pourront ainsi obtenir de la liquidité auprès de la Banque centrale pour une maturité de 3 mois, à un taux fixe de 2,5%. Les « bons Covid-19 » pourront être soumis au refinancement sur le guichet spécial dès le jour de l'émission et au plus tard un mois après leur acquisition pour la durée restante du titre.

## **Les Chefs d'Etats de la CEDEAO coordonnent leurs actions face au COVID-19**

[Les Chefs d'État de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\) se sont entretenus lors d'un Sommet extraordinaire en vidéoconférence le 23 avril](#) pour évoquer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la sous-région. Le Président nigérian Mahamadou Issoufou, Président en exercice de l'organisation, a plaidé pour un plan de riposte et de relance coordonné. Selon les estimations de la CEDEAO, la diminution du taux de croissance économique, initialement prévu à 3,3%, pourrait être contenue, à 2% (-1,3 pp) si la pandémie prend fin en juin 2020. Une récession de -2,1% pourrait en revanche être enregistrée si la région ne prend pas de mesures adéquates pour ralentir la propagation du virus et si la pandémie se poursuit au-delà du second semestre de 2020. A l'issue de la conférence, les chefs d'Etats de la CEDEAO ont décidé de consacrer au moins 15% de leur budget annuel au renforcement de leurs systèmes de santé - conformément aux recommandations déjà formulées lors du sommet extraordinaire de la CEDEAO le 6 novembre 2014 à Accra, en pleine épidémie Ebola. Ils ont également décidé d'éviter les restrictions à l'importation imposés entre pays de la CEDEAO, notamment en ce qui concerne les biens essentiels (médicaments, aliments, etc.). Enfin, le Sommet a nommé le Président nigérian, Muhammadu Buhari, comme « Champion régional » pour coordonner les efforts régionaux visant à contenir la pandémie.

## **BENIN**

---

### **Conclusion positive de la 6<sup>ème</sup> et dernière revue du programme FEC avec le FMI**

[La sixième et dernière revue du programme 2017-2019 de Facilité élargie de crédit \(FEC\) conclu avec le FMI](#) a constaté l'atteinte par le Bénin de tous les critères quantitatifs et repères structurels. Les prévisions pour l'exercice 2020 ont été revues à la baisse, suite à une anticipation encore peu documentée des conséquences de la pandémie sur l'activité économique et le budget de l'Etat. Les dépenses additionnelles induites par le COVID-19 sont estimées à 1,7% du PIB soit environ 150 Mds FCFA (228,7 M EUR), ce qui induit un creusement du déficit budgétaire attendu à 3,5% du PIB au lieu d'un objectif de 1,8%. La croissance devrait se ralentir mais rester encore largement positive à +3,2%. Enfin, l'objectif d'un endettement public à 43,3% du PIB en 2020 est maintenu. Le dernier décaissement au titre de la FEC sera augmenté d'une contribution additionnelle égale à 61,4% de la quote-part du Bénin, ce qui la portera de 15,917 M DTS à 91,93 M DTS, soit un supplément de l'ordre de 62,3 Mds FCFA (95 M EUR) au titre de l'appui à la lutte contre les impacts de la crise sanitaire.

## **BURKINA FASO**

---

### **L'exécutif burkinabè sollicite une loi d'habilitation afin de légiférer par voie d'ordonnance pour les mesures de lutte contre le COVID-19**

[Un projet de loi visant à autoriser le gouvernement à légiférer par voie d'ordonnance](#) pour faciliter l'adoption des mesures de lutte contre le COVID-19 a été transmis à l'Assemblée nationale, à l'issue du Conseil des ministres du 16 avril 2020. A titre de comparaison, au Sénégal, les députés ont adopté le 1<sup>er</sup> avril une loi d'habilitation similaire pour une durée de trois mois.

### **Création du Conseil national d'orientation du Régime d'assurance maladie universelle**

[Le Conseil des ministres du 22 avril 2020](#) a adopté un décret portant création, composition, attributions et fonctionnement du Conseil national d'orientation du Régime d'assurance maladie universelle (CNO-RAMU). Placé sous la présidence du Premier ministre, le CNO-RAMU est compétent pour donner les grandes orientations de la mise en œuvre du RAMU, examiner et valider ses mécanismes de financement et prendre les initiatives nécessaires à la résolution des difficultés de son opérationnalisation.

### **Les prix des denrées de base sont pour l'instant modérément impactés par les mesures liées à la crise du COVID-19, selon le PAM**

Selon le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), malgré les restrictions en lien avec l'épidémie de coronavirus, l'offre des denrées alimentaires de base est globalement satisfaisante sur la plupart des marchés sentinelles. En moyenne, le prix des céréales reste stable et celui des légumineuses (niébé) est

en légère augmentation. Le prix des animaux et les termes d'échanges (mouton contre céréales) restent favorables aux éleveurs, qui doivent vendre des animaux pour acheter des céréales et autres denrées alimentaires. Cet indicateur mérite toutefois un suivi rapproché à l'approche de la soudure pastorale, pendant laquelle la tension sur l'approvisionnement en céréales se conjuguera avec le creux de la production fourragère. Ce faible effet de la crise sur le prix des denrées ne doit pas faire oublier que certaines régions du pays, en particulier le nord-est, connaissent une situation de grave insécurité alimentaire en raison du conflit dans la bande sahélienne et des déplacements de population.

### **Le Premier ministre à la rencontre des acteurs de la recherche contre le COVID-19 à l'Institut de recherche en sciences de la santé**

[Le 21 avril 2020, le Premier Ministre burkinabé a visité les locaux de l'Institut de recherche en sciences de la santé \(IRSS\)](#), à Ouagadougou. Il a notamment visité l'unité de fabrication de la chloroquine, puis le laboratoire de recherches biomédicales et de phytomédecine compétent pour la réalisation de tests de dépistage. Selon son représentant, le laboratoire est capable de réaliser 94 tests de dépistage par tranche de deux heures. Encore en phase d'opérationnalisation, il devrait rentrer bientôt en activité.

## **CAP-VERT**

---

### **Le FMI approuve une Facilité rapide de crédit de 32 M USD pour soutenir la lutte contre la pandémie de COVID-19**

[Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 22 avril le décaissement d'une Facilité rapide de crédit](#) de 32,3 M USD, soit 100% de la quote-part, pour aider le pays à faire face à ses besoins urgents de balance des paiements engendrés par la pandémie. Le Fonds note que l'économie capverdienne sera particulièrement touchée par la crise en raison de sa dépendance au tourisme, ce qui pourrait se traduire par une récession de 4% de son PIB en 2020 (contre une prévision initiale de +5%) et une hausse du déficit budgétaire. Malgré la crise, les perspectives de moyen terme demeurent positives.

### **Baisse des prix de l'offre touristique de 3,5% en g.a. au premier trimestre 2020**

[Au premier trimestre 2020, le taux de variation annuelle enregistré par les prix de l'offre touristique](#) au Cap-Vert était de -3,5%, soit 0,9 pp de moins qu'au trimestre précédent. La composante « logement », qui représente 67,8% des dépenses touristiques, a apporté une contribution négative (-3,5 pp) alors que la restauration, qui représente 31,1% des dépenses touristiques, a contribué positivement (0,02 pp). Pour rappel, le secteur touristique représente 25% du PIB du pays. Il est l'un des premiers touchés par la crise du COVID-19 au Cap-Vert.

## **COTE D'IVOIRE**

---

### **Le FMI approuve un décaissement de 886,2 M USD en faveur de la Côte d'Ivoire pour faire face à la pandémie de COVID-19**

[Le Conseil d'administration de l'institution financière a approuvé, le 17 avril, le décaissement de 886,2 M USD en faveur de la Côte d'Ivoire](#) : (i) au titre de la Facilité rapide de crédit (FRC) à hauteur de 295,4 M USD ; (ii) au titre de l'Instrument de financement rapide (IFR) à hauteur de 590,8 M USD. L'objectif de ce décaissement est d'aider la Côte d'Ivoire à répondre aux besoins urgents de financement de sa balance des paiements causés par la pandémie de COVID-19. Selon le FMI, il aidera également à catalyser les financements supplémentaires des autres partenaires au développement. Au regard de la sévérité de la pandémie, l'augmentation temporaire du déficit budgétaire du pays est envisagée, bien qu'il implique une déviation temporaire du critère de convergence de 3% du PIB. Pour rappel, le FMI table sur une croissance économique de 2,7% en Côte d'Ivoire en 2020, contre une prévision initiale de 7,3%.

### **Le gouvernement soutient les exportateurs et les transformateurs nationaux de cacao face à l'épidémie de COVID-19**

Le gouvernement a décidé d'accorder une subvention de 35 FCFA par kilogramme (environ 5 centimes d'euros) aux entreprises locales d'exportations de fèves à partir de la campagne 2019-2020 toujours en cours et pour les trois prochaines campagnes. Des restrictions ont été émises : sont exclus les exportateurs locaux qui ont déjà été en défaut d'exécution de leur contrat ; l'État a également plafonné son aide à un volume de 50 000 tonnes par exportateur, soit 15 à 20% des volumes moyens traités annuellement par les acteurs nationaux du secteur (250 000 et 300 000 tonnes par an). Le coût de cette mesure est estimé à 87,5 Mds FCFA (133,3 M EUR) par campagne. Dans le secteur de la transformation des fèves, un fonds de soutien de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) a été mis en place. Les transformateurs locaux vont en outre bénéficier d'une réduction conséquente du prix de la licence, qui passe de 200 M FCFA (304,7 K EUR) à 25 M FCFA (38,1 K EUR). [Ces mesures](#) ont été adoptées lors du dernier [Conseil des ministres, le 22 avril](#).

### **L'État s'engage à acheter 200 000 tonnes de noix de cajou aux producteurs pour les aider à écouler leur production face au COVID-19**

[L'État ivoirien aidera les producteurs de noix de cajou](#) à écouler leur stock en rachetant 200 000 tonnes d'anacarde au prix de 400 FCFA par kg (0,61 EUR) – le prix minimum bord champ fixé par le gouvernement au lancement de la campagne de commercialisation de cajou, le 6 février 2020. Le ministre de l'Agriculture et du Développement durable, qui en a fait l'annonce le 10 avril, a indiqué qu'un mécanisme de subvention aux exportateurs sera également mis en place pour faire face à la baisse des prix internationaux (entre 900 et 1100 USD en dessous du prix minimum CAF). Pour rappel, 250 Mds FCFA (381,2 M EUR) du Plan de soutien à l'économie face au COVID-19 sont destinés à l'agriculture d'exportation.

### **20 M EUR transférés par monnaie électronique de fonds pour les ménages les plus pauvres**

[Le gouvernement ivoirien a constitué un fonds spécial de 13,3 Mds FCFA \(20 M EUR\) pour assister 177 198 ménages vulnérables](#) du pays à hauteur de 75 000 FCFA (114 EUR) par trimestre, afin de renforcer leur résilience face à l'épidémie de COVID-19 et aux mesures mises en place. Le porte-parole du gouvernement a précisé que ce fonds spécial dédié aux personnes vulnérables rentrera dans sa phase opérationnelle dès le 23 avril 2020 dans le Grand Abidjan, l'épicentre de la pandémie, avant de s'étendre à l'intérieur du pays à partir de mai 2020.

### **Projet « Africa Center of Excellence » de l'AFD dans l'enseignement supérieur**

[Le Conseil des ministres du gouvernement ivoirien a adopté un décret de ratification du prêt de 18,7 M EUR accordé par l'AFD](#) dans le cadre de son programme « African Center of Excellence ». Ce projet vise à renforcer quatre centres d'excellence pour consolider leurs formations, renforcer leurs travaux de recherche, et lier davantage l'enseignement supérieur et le monde économique. Ces centres sont spécialisés dans quatre domaines spécifiques : l'industrie minière, la biodiversité, l'enseignement statistique et l'enjeu de la valorisation des déchets.

### **Les entreprises françaises solidaires de la Côte d'Ivoire face au COVID-19**

[Les filiales du groupe franco-américain Eranove, la CIE, la SODECI et CIPREL](#) ont offert quatre unités complètes de réanimation pour des traitements en soins intensifs avec des respirateurs, 100 lits médicalisés et l'ensemble des accessoires requis, notamment 200 000 masques. L'équivalent de ces dons atteint 365 M FCFA (556 K EUR). Les trois entreprises ont rappelé leurs mobilisations respectives afin d'assurer la continuité de la fourniture d'eau, d'électricité et de pétrole à la population ivoirienne. Par ailleurs, le [groupe Bouygues a fait un important don de 600 000 masques chirurgicaux](#) lors d'une cérémonie au ministère de la Santé, en présence de l'Ambassadeur de France Gilles Huberson, le 21 avril. Enfin, la [chambre de commerce et d'industrie France-Côte d'Ivoire a procédé à une importante remise de dons également au ministère de la Santé](#). La participation de la CCIF-CI est composée d'une ambulance médicalisée, d'une voiture de type break, et de matériels divers (gels, masques, matelas...). Les entreprises contributrices sont Sogea Satom, Sucden, Richbond CI, Caderac. Le montant des dons représente environ 60,7 M FCFA (92 K EUR). Pour en savoir plus sur toutes les initiatives engagées par les entreprises françaises en Côte d'Ivoire afin de soutenir les autorités dans la lutte contre l'épidémie de COVID-19, [consultez notre article](#).

## GUINEE

---

### **COVID-19 : chute des prévisions de croissance malgré l'accroissement de la production du secteur minier**

[A l'occasion d'une interview téléphonique avec un média guinéen](#), le ministre du Budget a annoncé des prévisions de croissance pour 2020 revues à la baisse, de 6,2% à 2,8%, en raison de la crise économique consécutive à la crise sanitaire du COVID-19. Le taux de croissance annoncé est proche de celui estimé par le FMI dans ses dernières perspectives économiques mondiales (à 2,9%), publiées le 14 avril. [A noter que les perspectives du secteur minier demeuraient bonnes](#) : des experts, sur la base d'informations émanant du ministère des Mines et de la Géologie, estiment que la production de bauxite devrait augmenter de 6% par rapport à 2019, et ses exportations de 18%. L'or devrait voir sa production augmenter de 11% pour une augmentation des exportations de 10%. Pour rappel, la Guinée exporte principalement de la bauxite, de l'or et du fer, qui représentent ensemble près de 80% des exportations totales du pays chaque année.

### **Conakry Terminal et Bolloré réceptionnent quatre nouveaux portiques de manutention**

[Dans le cadre du plan de modernisation des activités du terminal à conteneurs, Conakry Terminal, exploité par Bolloré Logistics](#), a reçu le 3 avril 2020, quatre portiques RTG. Ce nouvel investissement devrait permettre à la chaîne logistique guinéenne d'augmenter la productivité du terminal. Construits par Konecranes, société finlandaise spécialisée dans les équipements de levage, ces quatre portiques sont dédiés à la manutention des conteneurs sur les terminaux portuaires. Financés par Conakry Terminal à hauteur de 70,5 Mds GNF (6,8 M EUR), ces nouveaux équipements s'ajoutent aux quatre autres portiques du même type, réceptionnés en 2018. En vue de leur mise en service au cours des prochaines semaines, la société a entrepris des travaux de génie civil dont le coût total est estimé à 52 Mds GNF (5 M EUR).

## GUINEE BISSAU

---

### **La CEDEAO reconnaît officiellement la victoire d'Umaro Sissoco Embalo**

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a officiellement reconnu, [dans un communiqué publié le 22 avril](#), la victoire d'Umaro Sissoco Embalo à la dernière élection présidentielle bissau-guinéenne, dont le deuxième tour était organisé le 29 décembre 2019. Cette annonce survient après des mois d'instabilité politique (contestation des résultats, coexistence de deux gouvernements, etc.). Les Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO ont appelé Umaro Sissoco Embalo à procéder à la nomination d'un nouveau Premier ministre et à la constitution d'un nouveau gouvernement au plus tard le 22 mai 2020, conformément aux dispositions de la Constitution. Ils ont par ailleurs souligné la nécessité d'engager immédiatement la réforme relative à une nouvelle Constitution, qui devrait être soumise à un référendum dans 6 mois.

## MALI

---

### **Le Mali souhaite mobiliser 30 Mds FCFA supplémentaire sur le marché régional pour faire face aux conséquences de l'épidémie de COVID-19**

Confronté à la pandémie de COVID-19 et aux conséquences des mesures prises pour s'en protéger, [le Mali souhaite mobiliser 30 Mds FCFA \(45,7 M EUR\)](#) à travers deux opérations sur le marché régional de l'UEMOA, avec l'émission d'un bon de 182 jours et celle d'obligations de 3 ans au taux d'intérêt annuel de 6,1 %. Cette initiative, qui vise à redonner un peu de latitude aux autorités maliennes en matière budgétaire, s'inscrit dans un contexte de mobilisation insuffisante des recettes, notamment douanières. Pour rappel, le plan de solidarité et de soutien à l'économie du pays est estimé à plus de 500 Mds FCFA (762 M EUR).

## MAURITANIE

---

### **Assouplissement de la mesure du couvre-feu pour la période du Ramadan**

[Les autorités mauritaniennes ont annoncé la modification des horaires du couvre-feu](#) pris pour endiguer la pandémie de COVID-19 dans le pays. Les citoyens sont désormais autorisés à circuler entre 06h00 et 21h00, contre 06h00-18h00 auparavant. Le pays ne comptabilise officiellement plus aucun cas de coronavirus au 23 avril : dans les sept cas identifiés depuis le début de la crise, six sont considérés comme guéris et une patiente est décédée. Les autorités appellent néanmoins à la prudence et maintiennent l'ensemble des mesures de prévention afin d'éviter la propagation du virus par des cas non-identifiés.

### **Le port multifonctionnel de N'diogo sera bientôt opérationnel**

[Démarrée en 2016 par la société chinoise Polytechnology pour un montant total de 352 M USD](#), le port de N'Diogo, situé à 220 km au sud de Nouakchott, sera bientôt opérationnel. Cette infrastructure doit compléter le dispositif sur la côte atlantique de la Mauritanie et jouera un rôle stratégique dans l'exploitation gazière GTA à l'horizon 2023. Ce port multifonctionnel est composé : d'un port militaire ; d'un quai ; d'un port de pêche ; d'un atelier de réparation de navires et embarcations d'une capacité de 70 unités/an ; d'un quai d'accostage pour des navires de 80 m ; d'un point d'accostage pour la pêche artisanale. Le port situé à l'embouchure du fleuve Sénégal devrait également ouvrir une nouvelle voie d'approvisionnement aux villes mauritaniennes sur près de 15 km.

### **Takamul décroche un permis d'exploitation minier**

[Takamul, joint-venture de la société nationale industrielle minière \(SNIM\) et de l'entreprise saoudienne saudi basic industries corporations \(SABIC\)](#) a décroché son premier permis d'exploitation de fer dans le Guelb Atomai situé au nord de la Mauritanie. Il s'agit du premier permis d'exploitation minier accordé à une entreprise depuis la transition politique et l'arrivée du président Ghazouani. Pour rappel, le fer est le premier produit d'exportation de la Mauritanie, représentant plus de 20% des exportations totales du pays.

### **Un pont aérien commercial établi avec l'Algérie concernant les dattes et les produits halieutiques**

[La Mauritanie et l'Algérie ont convenu de mettre en place, dans le cadre d'un échange commercial, des vols cargos réguliers entre Alger et Nouakchott.](#) Les autorités mauritaniennes souhaitent sécuriser l'approvisionnement du marché national en dattes algériennes pour la période du Ramadan. L'Algérie souhaite quant à elle renforcer son approvisionnement en produits halieutiques, ce qui devrait aider à rentabiliser la liaison.

## **NIGER**

---

### **Le gouvernement allège le couvre-feu**

[Le gouvernement du Niger a annoncé, le 22 avril, un assouplissement des heures du couvre-feu à Niamey](#), de 21h00 à 5h00 désormais, contre 19h00-6h00 auparavant. La capitale est secouée depuis une semaine par des émeutes contre cette mesure et l'interdiction des prières collectives. Entre le 17 et 21 avril, la police nationale aurait interpellé 273 personnes, dont 10 ont été déférées et déposées à la prison de haute sécurité de Koutoukalé. Le Conseil des ministres a également annoncé le renforcement des mesures de contrôle en ce qui concerne l'isolement de la ville de Niamey. Le communiqué ne précise cependant pas si les prières collectives seront de nouveau autorisées dans les mosquées, à quelques jours du début de ramadan. A noter que le Conseil islamique du Niger était favorable à la reconduite des mesures de prévention pendant le mois du ramadan.

### **Impact du COVID-19 sur les sites d'orpaillage**

[La pandémie du COVID-19 et les mesures de prévention ont entraîné la pénurie et la hausse des prix des produits nécessaires aux activités d'extraction](#) dans tous les sites d'orpaillage. A cela vient s'ajouter la fermeture des frontières aériennes, qui se traduit par l'arrêt de l'exportation de l'or sur le marché international. Ces évolutions se répercutent sur le prix de l'or au niveau de tous les sites d'orpaillage. A Komabangou dans la région de Tillabéry, le prix du gramme d'or se vend entre 17 000 à 22 000 FCFA, contre 22 000 et 25 000 FCFA/g avant la crise. A Tabelot dans la région d'Agadez, les prix ont baissé de 27 000 à 18 000 FCFA/g pour

la qualité supérieure, et de 20 000 à 13 000 FCFA/g pour la qualité moyenne. Pour la dernière qualité (or très impur), le gramme qui se vendait entre 13 000 et 12 500 FCFA avant la crise s'achète actuellement au prix de 8 000 et 7 000 FCFA. Les conséquences de la crise sanitaire risquent d'aggraver la vulnérabilité des orpailleurs, qui souffrent déjà de la pauvreté liée aux manques de revenus et de services sociaux de base. Au Niger, principalement producteur d'uranium, le secteur aurifère est dominé par l'exploitation artisanale et à petite échelle (EAPE). La production d'or est estimée à environ 10 t/an et les recettes associées à 200 Mds FCFA (300 M EUR).

## SENEGAL

---

### **Financement du Fonds COVID-19 : près de 500 M EUR récoltés en 18 jours**

[Sur les 1 000 Mds FCFA \(1,5 Md EUR\) annoncés pour financer le Fonds Force Covid-19, près de 329 Mds \(500 M EUR\) auraient été recouverts à ce jour](#) et seraient dans un compte à la BCEAO. Selon le ministre de l'Economie, du plan et de la coopération, le financement du FMI serait de 266 Mds FCFA (400 M EUR) ; 13 Mds FCFA (19,8 M EUR) ont été payés et 135 Mds FCFA (205,4 M EUR) sont attendus de la Banque Mondiale ; la BOAD contribue à hauteur de 15 Mds FCFA (22 M EUR) ; près de 15 Mds FCFA (22 M EUR) viennent du secteur privé ; 3 Mds FCFA (4,6 M EUR) sont alloués par Luxembourg ; 9 Mds FCFA (13,7 M EUR) ont été remis et 100 Mds FCFA (152,1 M EUR) sont attendus de l'Union européenne.

### **Le COVID-19 pourrait entraîner des pertes de recettes de 518 M EUR**

[Selon le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération](#), les pertes de recettes fiscales en raison du coronavirus sont estimées à 340 Mds FCFA (518 M EUR). Pour compenser ces pertes, l'État prévoit des économies budgétaires de 159 Mds FCFA (242 M EUR) et une ponction de 178 Mds FCFA (271 M EUR) dans le fonds COVID-19, qui serviront à financer le Plan de résilience économique et sociale (PRES). Le service de la dette commerciale s'élèverait à 470 Mds FCFA (715 M EUR).

### **La délégation de l'UE annonce un don de 150 M EUR pour la lutte contre le COVID-19**

[Au cours d'une conférence de presse le 21 avril](#), co-animée par vidéoconférence par le ministre sénégalais de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Amadou Hott, la représentante de l'Union européenne (UE) au Sénégal a annoncé un don de 150 M EUR dans le cadre de sa lutte contre le COVID-19. D'après les autorités sénégalaises, 85 Mds FCFA (129 M EUR) seraient sous forme d'appui budgétaire qui permettrait au gouvernement de financer son plan de résilience dans le cadre de la Force Covid-19 et 15 Mds FCFA (22 M EUR) seraient affectés à des projets de développement en cours.

### **Les Etats-Unis vont débloquer 2,7 Mds FCFA pour aider le Sénégal**

[Les Etats-Unis vont contribuer à hauteur de 2,7 Mds de FCFA \(4,1 M EUR\)](#) pour aider le Sénégal dans sa lutte contre le COVID-19, annonce l'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal. Cette aide s'inscrit dans le cadre des 274 M USD (254 M EUR) à destination des 64 pays les plus à risques dans le monde, dont 37 en Afrique.

## SIERRA LEONE

---

### **L'inflation enregistrée à 15,6% en mars 2020 en glissement annuel**

[L'institut de statistiques de Sierra Leone a publié les chiffres de l'inflation du mois de mars 2020](#), le 21 avril. Le pays enregistre une augmentation moyenne des prix de 15,6 % en glissement annuel (g.a.), tirée notamment par la hausse des prix des biens et services relatifs à la santé (+48,5 % en g.a.), l'éducation (+69 % en g.a.) et l'hôtellerie et la restauration (+20,1 % en g.a.). Le prix du transport a également augmenté de 17,5 % en g.a., celui des biens alimentaires de 9,9% en g.a., et celui des biens liés à l'habillement de 10,3 % en g.a.. Seul le prix des biens et services relatifs au divertissement et à la culture est resté à peu près stable (+0,1 % en g.a.). Pour appel, selon le critère de convergence de la CEDEAO, le taux d'inflation annuel ne doit pas excéder 10%.

## TOGO

---

### **13 Mds FCFA de l'UE pour accompagner le Togo dans la lutte contre le COVID-19**

[L'Union européenne \(UE\) a annoncé une allocation de 13 Mds FCFA \(20 M EUR\) au Togo](#) pour accompagner le pays dans sa lutte contre la pandémie. L'annonce a été faite le 20 avril lors d'une rencontre à Lomé entre les membres de la délégation européenne au Togo et les responsables de la Coordination nationale de gestion de la riposte. L'UE devrait ainsi décaisser d'ici fin avril, initialement prévus pour novembre 2020. Ce paiement devrait créer de l'espace budgétaire et contribuer au Fonds national de solidarité et de relance économique mis en place par le gouvernement. Un deuxième décaissement de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) pourrait également être effectué par anticipation avant la fin juin. Par ailleurs, l'UE s'est engagée à mobiliser, avec l'accord du ministère de la Planification et de la Coopération, 1,6 Mds FCFA (2,4 M EUR) pour financer des actions dans les centres médicaux de prise en charge et les prisons, ainsi que des actions de sensibilisation.

### **L'amélioration du climat des affaires annoncée comme l'une des priorités du prochain quinquennat**

[Dans un entretien accordé à FDI Intelligence \(Financial Times\)](#), le Président Faure Gnassingbé a réaffirmé son engagement à améliorer l'environnement des affaires par de nouvelles réformes pour rendre les investissements plus attractifs et faciliter les partenariats avec le secteur privé. Pour rappel, le 18 mars dernier, la ministre togolaise en charge de la Cellule climat des affaires (CCA, mise en place en septembre 2017), avait déjà organisé une conférence de presse pour faire le point sur les dernières réformes effectuées par le pays. Le Togo a gagné 40 places dans le classement Doing Business 2020 par rapport à l'année précédente et apparaît dans la liste des dix économies mondiales les plus réformatrices de ces douze derniers mois pour la deuxième année consécutive. Le pays a fait de la progression de son climat des affaires l'une des priorités de son Plan national de développement (PND) et s'est notamment appuyé sur le soutien technique du Tony Blair Institute for Global Change (TBI). Plusieurs délégations togolaises se sont également rendues au Rwanda pour s'inspirer des bonnes pratiques de Kigali. Le Togo est désormais classé 97<sup>ème</sup>, en tête des pays de l'Afrique de l'Ouest et au 9<sup>ème</sup> rang des pays africains.

<b>Indicateurs Pays</b>	<b>BEN</b>	<b>BFA</b>	<b>CIV</b>	<b>RCI</b>	<b>GMB</b>	<b>GIN</b>	<b>GNB</b>	<b>LBR</b>	<b>MLI</b>	<b>MRT</b>	<b>NER</b>	<b>SEN</b>	<b>SLE</b>	<b>TGO</b>	<b>UEMOA</b>	<b>ASS</b>
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	<b>120,4</b>	<b>992,6</b>
<b>Macroéconomie</b>																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	<b>140,3</b>	<b>1 642,7</b>
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	<b>1 060</b>	<b>1 658</b>
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	<b>6,3</b>	<b>3</b>
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	<b>1,4</b>	<b>8,5</b>
<b>Finances Publiques</b>																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	<b>-3,8</b>	<b>-3,7</b>
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	<b>52,5</b>	<b>48,5</b>
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	<b>16,2</b>	-
<i>Risque Pays<sup>1</sup></i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<b>Echanges</b>																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers<sup>2</sup> (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	<b>3 573</b>	<b>11 015</b>
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	<b>1380</b>	<b>8 069</b>
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	<b>-6,8</b>	<b>-2,6</b>
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>																
<i>IDH (2018)<sup>3</sup></i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)<sup>4</sup></i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>5</sup></i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>1</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>2</sup> Trade Map-2017

<sup>3</sup> PNUD - Classement sur 189 pays

<sup>4</sup> Banque mondiale - Classement sur 190 pays

<sup>5</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque